Loiret agricole et rural, 27 juin 2014

Action Syndicale. La FDSEA et les JA du Loiret ont contribué à l'action syndicale lancée

Vous voulez manger français, nous voulons

Les contraintes administratives et réglementaires s'additionnent chaque jour. La nouvelle directive nitrates vient de tomber. Curer un fossé devient très compliqué. Un agriculteur de l'Eure-et-Loir a été condamné pour avoir taillé une haie. Et enfin la goutte d'eau qui fait déborder la vase, le projet de non-traitement à 200 mètres des lieux publics proposées par le premier ministre dans le cadre du projet de loi d'Avenir.

La FNSEA veut dire stop et adresser un carton rouge au gouvernement. La FDSEA et les JA du Loiret ont bien entendu répondu à cet appel.

L'action syndicale menée par le FDSEA du Loiret et les JA s'est construite en deux temps. Tout d'abord, les syndicats ont encouragé leurs adhérents à rencontrer les Maires de leur commune afin de les sensibiliser sur la problématique du non traitement à 200 mètres des habitations.

L'important était de faire comprendre que les exploitants sont des gens responsables et formés et qu'une solution est toujours possible pour éviter les dérives de produits phytosanitaires. Les Maires étaient encouragés à remonter les revendications auprès de nos parlementaires.

Jean-Pierre Sueur et Valérie Corre ont répondu présents pour un échange avec la FDSEA et les JA.

Rencontre des parlementaires PS le 20 juin.

La FDSEA a souhaité échanger sur les sujets d'actualité pour poursuivre le travail mené par l'ensemble des adhérents sur le terrain.

Jean Daudin, président de la FDSEA, Cédric Benoist, secrétaire général et Cédric Boussin, président des JA, étaient présents pour rencontrer Jean-Pierre Sueur et Valérie Corre. Cette rencontre était de grande importance avant l'examen en commission économique à l'Assemblée Nationale les 24 et 25 juin du projet de loi d'avenir agricole.

Les élus syndicaux ont rappelé aux parlementaires qu'il n'est pas concevable de monter un projet de loi à partir d'un fait divers. Sereux, comme le précise Jean Daudin, lorsque *« ce projet venait en cause la profession agricole et donnait une très mauvaise image des agriculteurs. Un homme politique doit protéger les populations et l'économie, sans oublier le secteur agricole ».*

Les parlementaires et les élus ont également échangés sur des sujets comme le bien-être animal, la mise en place du compte pénibilité pour les salariés agricoles, la problématique abeilles avec les traitements de nuit, les arrêtés pousséres ainsi que les dégâts causés par la grêle lors des orages de la Pentecôte.

Il a été surtout abordé l'importance d'une uniformisation des normes pour arrêter les rajouts franco-français qui contribuent à l'affaiblissement de l'agriculture en France.

Mobilisation à Rungis la nuit du 23 juin

Au MIN De Rungis

100 agriculteurs se sont retrouvés le 23 juin à 22h30 au Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis dont 150 agriculteurs du Loiret, soit un des départements le mieux représenté en région Centre (400 participants. Cette mobilisation organisée par le FDSEA et la FRNBF, s'est d'abord tenu au MIN de Rungis où le secrétaire général des JA, Stéphane Dorsier, Dominique Barrau, secrétaire général FNSEA et Xavier Beulin, président de la FNSEA, ont réalisé un discours pour replacer le contexte de cette mobilisation auprès des manifestants et des médias.

Il est ainsi adressé au premier ministre, Stéphane Le Foll et à la ministre de l'environnement, Ségolène Royal un carton rouge. Xavier Beulin a rappelé tout comme l'ont fait nos élus départementaux lors de la rencontre des parlementaires, que nous avons besoin *« d'une France moins zélée ».*

Sans le dumping social qui existe aujourd'hui et sans l'Etat

Jean Daudin, président de la FDSEA parmi les manifestants.

.

Phoca PDF